

# CONFERENCE NATIONALE POUR L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE

## AUTOSUFFISANCE EN RIZ EN 2024 ET EXPORTATION EN 2027

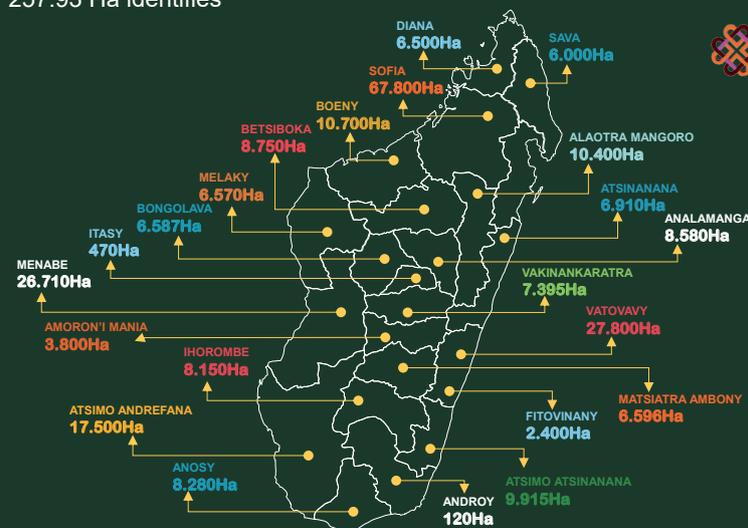
Qualifié de pays à vocation agricole, Madagascar ambitionne de s'autosuffire en riz et devenir le grenier de l'Océan Indien, voire de l'Afrique australe. L'Etat malagasy veut multiplier les efforts pour produire 6 000 000 Tonnes et accroître la production de 10% par an en vue de l'exportation.

### A - Extension des superficies rizicoles

Depuis 2019, près de 100 000 ha de périmètres ont pu être réhabilités. Par ailleurs, 28 000 ha ont pu être nouvellement aménagés ce qui devrait nous permettre une production supplémentaire de 140 000 tonnes de plus par an à raison de 5t/ha en particulier dans les régions à double saison culturale. L'effort va se poursuivre avec le sauvetage de plus de 384 000 ha de rizières dans les 23 régions via la réhabilitation de 1 027 déjà recensés. Près de 258 000 ha de nouvelles surfaces rizicoles devront aussi opérationnelles avec la construction de 203 nouveaux barrages hydroagricoles déjà identifiés.

Par ailleurs, 100 000 Ha, déjà identifiés également, sont en cours de négociation avec le secteur privé pour être aménagés puis exploités en riziculture industrielle. La riziculture pluviale devra aussi être boostée avec 30 000 ha de surfaces nouvelles à aménager en 2024 et 50 000 ha en 2027. Le reboisement de 2 000 000 d'arbres en 2024 et 10 000 000 en 2027 va permettre la protection des bassins versants sur 30 000 ha.

### Projet d'Extension et de création de nouveaux greniers à Riz 257.93 Ha identifiés



### B - Intensification rizicole : vulgariser les techniques pour un rendement minimum de 5t/ha

Appliqué sur 101 600 ha de superficies depuis 2019, le Système de Riziculture Intensive a déjà permis à Madagascar d'améliorer sa productivité à 5 tonnes/hectare dans vingt-et-une (21) régions. Le Système de Riziculture amélioré, quant à lui, appliqué sur plus de 734 000 ha, a amélioré notre productivité à 3 Tonnes/hectare dans vingt-et-une (21) Régions. L'Etat malagasy a, depuis 2019, distribué plus de 1 500 tonnes de semences et plus de 11 000 tonnes d'engrais.

Ces efforts de vulgarisation seront renforcés à travers la vulgarisation de techniques améliorées de riziculture irriguée sur 675 000 Ha et de riziculture pluviale sur 160 000 Ha.

La mise en place de champs Ecoles Paysans (CEP) et de Sites modèles d'Emergence Rizicole (SMER) sera étendue sur 5 000 ha en 2024 et sur 75 000 ha en 2027 appuyant au total 2 750 000 riziculteurs.

Le Gouvernement est aussi disposé à donner davantage les moyens de production aux producteurs, en facilitant leur accès aux intrants et aux matériels agricoles innovants et en vulgarisant les techniques adaptées et mécanisées. Seront mis à disposition des producteurs : 8 500 T de semences certifiées de riz irrigué, 2 500 T de semences certifiées de riz pluvial, 700 000 T d'engrais organiques et 40 000 T d'engrais minéraux NPK.





Des banques communautaires de semences seront mises en place avec une constitution de stock de sécurité en 2024. De même, des laboratoires de semences seront construits et équipés au niveau Régional. Les centres Multiplicateurs de Semences répartis sur tout le territoire national seront réhabilités et opérationnalisés et de nouveaux établissements semenciers seront formés.

### C - La mécanisation pour réduire les pertes post récolte en riz de 20% à 10% en 2 ans

La promotion de la mécanisation agricole sera renforcée. Seront mis à disposition sous forme de vente, location ou leasing :

- une centaine de batteuses-vanneuses motorisées et de faucheuses automotrices et de mini-moissonneuse batteuses, respectivement à raison de 6 par région dans les pôles rizicoles
- 40 repiqueuses et 40 sarcleuses motorisées à raison de 2 par région dans les pôles rizicoles
- 35 décortiqueuses modernes avec trieuse et gradage

Des rizeries combinées seront par ailleurs mises en place dans 16 pôles rizicoles.

### D - Un package de services de proximité à travers les « Guichets Agricoles »

Les résolutions précédentes seront soutenues par des actions transversales notamment la mise en place de guichets agricoles qui sont des complexes de services visant à faciliter et assurer l'accès des producteurs aux matériels et services agricoles de proximité composé de plusieurs centres de services. La gestion de chaque Guichet Agricole sera définie selon sa nature avec une implication de l'Antanimieran'ny Tantsaha et du secteur privé mais les services régaliens de l'État doivent être assurés par les services techniques déconcentrés. Le Guichet Agricole sera localisé au niveau District avec un relais ou une antenne au niveau commune en valorisant les Paysans Leaders ou techniciens conseillers au niveau communes.

### E - Accès des acteurs des chaînes de valeurs agricoles aux financements

Un nouveau mécanisme de financement sera développé au niveau du Fonds de Développement Agricole (FDA) en partenariat avec FIHARIANA et les Institutions Financières, dont un fonds pour l'agribusiness. Une disposition visant à alléger le taux d'intérêt au niveau des institutions de microfinance (IMF) ainsi que l'allègement des procédures de financement seront à mettre en place en concertation avec les IMF, le Ministère de l'Economie et des Finances et la Banque Centrale de Madagascar. La mise en place d'un Fonds d'urgence pouvant être mobilisé en cas d'urgence face aux aléas climatiques ou lutte d'urgence contre les maladies des bétails ou ravageurs (invasion acridienne et chenille légionnaire) sera étudiée.

## LES RESOLUTIONS POUR REHAUSSER LA CONSOMMATION EN PROTEINE ANIMALE

*Le secteur élevage contribue à hauteur de 15 % au PIB national et constitue un premier capital mobilisable pour les ménages ruraux ou périurbains, car il contribue à 60 % à la formation des revenus des ménages. Les analyses confirment que la production nationale reste en deçà de la demande et la tendance sectorielle sur le long terme est en baisse. Comparées aux moyennes mondiales, la consommation locale, elle aussi, est très faible.*

Les objectifs sont de :

- Augmenter le cheptel de bovin à viande : 1 580 000 têtes supplémentaires d'ici 2024 et environ 11 800 000 têtes d'ici 2027
- Doubler le cheptel de petits ruminants : passer de 2 912 914 têtes à 5 800 000 têtes en 2024 puis le quadruple d'ici 2027
- Doubler la consommation nationale de produits laitiers : 10kg/habitant/an en 2024 et le triple en 2027
- Doubler la consommation de viande de volaille : produire 151 200 000 têtes de volailles en 2024 et le double d'ici 2027
- Accroître de 25% de l'effectif porcin pour la consommation : 1 780 000 têtes actuellement à 2 200 000 têtes en 2024 et 3 520 000 têtes d'ici 2027

La stratégie de développement du secteur répond notamment aux problématiques de sécurisation et de traçabilité du bétail, de déclin génétique, de manque de structuration et de professionnalisation des éleveurs, de mauvaise conduite de l'élevage et de manque d'accès aux intrants et aux marchés.



## A - Sécurisation et traçabilité du bétail

Face notamment aux vols répétés de bétail et à l'usage de faux papiers sur les marchés à bestiaux, un vaste chantier de réforme en profondeur est en cours. Avec l'appui du gouvernement et de ses partenaires, le MINAE a lancé le système d'identification et de traçabilité du cheptel bovin par l'implantation de boucles électroniques infalsifiables dans les régions de l'Anôsy et de l'Androy. Plus de 3 000 têtes d'animaux ont été bouclées dans cinq districts de ces deux régions avec l'appui de l'IFC et du projet CASEF, sur financement de la Banque Mondiale.

FILIERES	EFFECTIF DU CHEPTEL (têtes)	DISPONIBILITE POUR LA CONSOMMATION (têtes)	BESOINS (têtes)	GAP
BOVIN A VIANDE	6 320 500	1 580 100	1 919 750	-333 650
BOVIN LAITIER	43 254	* 73 768 000	* 290 801 000	* -217 033 000
PETITS RUMINANTS	2 912 900	728 230	1 319 800	-591 570
PORC	2 226 780	1 781 400	2 074 000	-292 600
VOLAILLES	43 213 200	34 570 500	112 918 650	-78 348 150

\* En Litre



## B - Amélioration de la performance de la race

Compte tenu de la problématique de déclin génétique, les actions s'intensifient dans l'amélioration de la race des bovins à viande et laitières, des petits ruminants et de porcs.

- ▶ L'importation de vaches laitières de race performante se poursuit cette année avec 1 000 nouvelles têtes de génisses de races Montbéliarde, Normande et Holstein, puis 5 000 de plus d'ici 2027. Le Ministère, en coopération étroite avec les éleveurs, a pris les mesures nécessaires pour garantir l'alimentation adéquate de ces nouveaux arrivants. A ce jour, plus de 650 ha de zones de pâturage de vaches ont été installées dans tout Madagascar dont 500 ha dans les zones d'élevage (à raison de demi-hectare par vache) et 150 ha dans les zones transhumance du bétail.
- ▶ Du côté des petits ruminants, 1 200 têtes de chèvres de races Angora à laine et Murciana, destinée à la production de viande, de lait et de laine seront également importées d'ici 2024 et 6 000 têtes jusqu'en 2027. Du côté de l'élevage porcin, l'Etat s'active pour étendre les zones d'élevage de porcs de race améliorée.
- ▶ L'importation de semences performantes et la promotion de la pratique de l'insémination artificielle répondent également à la problématique de déclin génétique. Cinq centres régionaux d'insémination artificielle et deux centres de production d'azote liquide seront opérationnels d'ici 2024. Pour les régions Anosy et Androy, un premier centre d'insémination artificielle sera fonctionnel en 2022 à Fort Dauphin avec l'appui de la Banque mondiale à travers le projet CASEF. Un premier centre de production d'azote liquide a déjà été mis en place dans le Vakinankaratra (FIFAMANOR).
- ▶ Le cheptel bovin à viande devrait aussi être boosté avec la mise en place, d'ici 2024, de 5 centres de multiplicateurs de géniteurs, de deux feedlots dans les régions Anosy et Ihorombe ainsi que l'installation de 10 000 ha de superficie de zone de pâturage améliorée avec infrastructure d'abreuvement d'ici 2024 et 100 000 ha d'ici 2027.

## LE PROFIL PAYS ET LA FEUILLE DE ROUTE NATIONALE POUR LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES À MADAGASCAR

*Madagascar est en route pour accélérer la transformation durable et inclusive de ses systèmes alimentaires nationaux. Le document de profil pays des systèmes alimentaires de Madagascar a été remis officiellement à SEM le Président de la République le 16 juin 2022, à l'occasion de la Conférence nationale pour l'autosuffisance alimentaire.*

Ce document d'analyse synthétique présente la performance des systèmes alimentaires Malagasy vis-à-vis des quatre objectifs de durabilité : i) la sécurité alimentaire, la nutrition et santé, ii) l'aspect socioéconomique, iii) l'équilibre territorial et équité, et iv) l'environnement et ressources naturelles. Il énumère les leviers clés identifiés afin d'améliorer la durabilité des systèmes alimentaires de Madagascar et avance le processus à suivre vers des systèmes alimentaires plus inclusifs, résilients et durables. Un diagnostic réalisé avec le concours de la FAO, en collaboration avec le CIRAD et le soutien financier de l'Union européenne. Ce document est disponible pour lecture à tous les acteurs des systèmes alimentaires via ce lien : <https://www.fao.org/documents/card/fr/c/cb6861fr>



## Feuille de route.

Par ailleurs, le Gouvernement malagasy s'est doté d'une Feuille de route nationale définissant les pistes d'actions et solutions innovantes à mettre en œuvre à l'horizon 2030, de manière à transformer radicalement nos systèmes alimentaires et à progresser vers l'atteinte des objectifs de développement durable. Ce travail s'inscrit dans le cadre du processus de participation de Madagascar au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, sous l'égide du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MINAE) et facilitée par le Système des Nations Unies à Madagascar (BCR, FAO, PAM, UNICEF), le NEPAD et l'ONN.

Ce document est la référence pour toutes les parties prenantes. Il a d'ailleurs servi de point de départ lors de Conférence nationale pour l'autosuffisance alimentaire.



De gauche à droite : Mr Nils DIDIER, Chef de Coopération, Délégation de l'Union européenne auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores. SEM Andry RAJOELINA, Président de la République de Madagascar. Mr Mbuli Charles BOLIKO Représentant de la FAO à Madagascar, Maurice, Comores et Seychelles

## INTERVIEW

### QUELS OUTILS POUR ATTEINDRE L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ?

*Les résolutions de la Conférence nationale pour l'autosuffisance alimentaire posent des défis majeurs à réaliser pour booster le secteur productif. Les objectifs mentionnés nécessitent des investissements financiers importants. Harifidy RAMILISON, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, développe les outils mis en œuvre par son département.*



**Monsieur Harifidy RAMILISON**

Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage

#### Rédaction :

*Sur le plan financier, Madagascar dispose-t-il des moyens nécessaires pour réaliser en un temps record les grands investissements dans le secteur productif ?*

#### Harifidy RAMILISON :

Tout d'abord, il faut dire que la transformation du secteur agricole est un défi commun que nous pouvons très bien atteindre. L'autosuffisance alimentaire est un engagement du Président de la République envers le peuple malagasy. C'est un objectif qui est à notre portée. Nous aspirons d'ailleurs des améliorations profondes dès 2024. Madagascar dispose en effet des ressources nécessaires, que ce soit à travers les fonds propres de l'Etat, la collaboration avec les partenaires techniques et financiers de Madagascar et à travers les investissements privés.

Sur ce premier point, l'enveloppe accordée au MINAE dans la LFI 2022 pour financer les investissements publics a quadruplé par rapport à 2021. Ce qui témoigne d'une réelle volonté politique de l'Etat à faire de l'Agriculture et de l'Elevage, une arme puissante pour lutter contre l'insécurité alimentaire.

Les partenaires techniques et financiers, de leur côté, partagent parfaitement l'aspiration de l'Etat malagasy et les initiatives menées pour redynamiser et transformer le secteur agricole. Nous sommes sans savoir que le secteur agricole a été fortement impacté par les effets de la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine. Nous sommes aussi particulièrement vulnérables aux chocs liés aux catastrophes naturelles telles que la sécheresse, les cyclones, et les inondations, causant une insécurité alimentaire, c'est en particulier le cas du Sud de Madagascar.

Face à ce contexte, de nouveaux projets de financement qui vont contribuer à l'objectif d'autosuffisance alimentaire ont vu le jour, entre autres, les plus récents, le Projet de Résilience des Systèmes alimentaires de Madagascar (PRSAM) dont l'accord a été signé en juillet avec la Banque Mondiale à travers l'Association internationale de développement (IDA) et qui représente une enveloppe de 158,1 millions de dollars. Le FIDA s'est lui aussi engagé à appuyer le relèvement et le renforcement de la résilience de la population rurale touchées par le « Kere » dans les trois régions du Sud : Androy, Anosy et Atsimo Andrefana, à travers un financement de 8 590 000 euros dans le cadre du Projet d'appui au relèvement et à la résilience des régions susmentionnées (PA2R) que nous mettons en œuvre sur 3 ans. Toujours dans le Sud, nous avons conclu en juin 2022 avec la Banque Africaine de Développement, l'accord de prêt relatif au

